

SOMMAIRE

O - NOTE DE SYNTHESE	2 - 4
0 - 1 OPINION SUR LES MARCHES ET DRP	
0 - 2 OPINION SUR LA COMMISSION DES MARCHES LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES	
I - PRESENTATION.....	5-9
1 - 1 TEXTE DE BASE	
1 - 2 ORGANES DELIBERANTS	
1 - 3 COMMISSION DES MARCHES ET CELLULE DE PASSATION DES MARCHES	
1 - 4 EFFECTIF 2008	
1 - 5 BUDGET 2008	
II - LES MARCHES	10-11
2 - 1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES	
2 - 2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES	
2 - 3 POPULATION DES MARCHES	
2 - 4 POPULATION DRP	
2 - 5 ECHANTILLON	
III - VERIFICATION DES MARCHES ET DRP	12
IV-CONCLUSION.....	13
V - FICHE ANALYTIQUE.....	14-15
VI-ANNEXES.....	16-27
ANNEXE 1 APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO)	
ANNEXE 2 APPEL D'OFFRES RESTREINT (AOR)	
ANNEXE 3 MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES	
ANNEXE 4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)	
ANNEXE 5 MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE (ED)	
ANNEXE 6 QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES	
ANNEXE 7 ORGANISATION INSTITUTIONNELLE	
ANNEXE 8 LISTE DES PERSONNES RENCONTREES	
ANNEXE 9 OBSERVATIONS RECUES	

O - NOTE DE SYNTHÈSE

0.1- OPINION SUR LES MARCHÉS ET DRP

Nous avons procédé à l'audit des marchés et des demandes de renseignements et de prix (DRP) du PTB au titre de la gestion 2008.

Nous avons pour mission de formuler une opinion sur les conditions de passation et d'exécution de ces marchés et DRP, à la lumière de nos vérifications.

Nous avons réalisé notre audit conformément aux Normes de la Fédération Internationale des Comptables (International Federation of Accountants/ IFAC).

Ces normes imposent de programmer et d'effectuer l'audit de manière à avoir raisonnablement l'assurance que les marchés et DRP ont été passés de façon transparente et régulière.

Un audit implique la vérification par sondage de pièces justificatives des montants relatifs aux marchés et demandes de renseignements et de prix (DRP).

Nos travaux ont comporté, entre autres, les diligences suivantes :

- Des entretiens avec la Direction générale et les responsables des Services ;
- L'examen des textes portant création et fonctionnement de l'Autorité contractante ;
- L'analyse de l'organisation et des procédures ;
- La revue des budgets et des plans de passation des marchés ;
- L'examen des actes relatifs à la commission des marchés et à la cellule de passation ;
- La vérification des marchés et des demandes de renseignements et de prix.

Au terme de nos travaux, nous avons constaté qu'au titre de la gestion 2008, le PTB n'a conclu aucun marché ni lancé de DRP pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services.

Les dépenses totales objet des 61 Demandes d'Achat(DA) s'élèvent à 52 763 351.

Ces transactions ont été effectuées en l'absence de toute publicité et de mise en concurrence.

Au terme de nos travaux nous avons relevé les principaux problèmes objets des réserves et limitations développées ci-après :

A. RESERVES

Absence d'avis général de passation des marchés

Les sondages sur les DA ont porté sur celles des 4 principaux fournisseurs (41 DA pour un montant de 30 431 179); les différents montants constatés auraient du faire l'objet de DRP. Ce qui constitue des violations flagrantes des dispositions du CMP.

Les rapports trimestriels de la Cellule des marchés destinés à la DCMP et à l'ARMP n'ont pas été établis.

La Commission des marchés n'a pas établi de rapport annuel sur les marchés publics passés.

B. LIMITATIONS

Absence de registre des marchés cotés et paraphés ;

Absence de comptabilité des matières dès lors, la vérification physique de la réalité de l'exécution de certaines prestations est inopérante ;

Toutes les Demandes d'Achat (DA) n'ont pas été mises à notre disposition

En raison de ces réserves et limitations, notre opinion est que le PTB sa n'a pas respecté les dispositions du décret 2007-545 du 28 avril 2007 portant Nouveau Code des Marchés Publics en général et de la réglementation en particulier au titre de la gestion 2008.

Mamina CAMARA

0 - 2 OPINION SUR LA COMMISSION ET LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

L'avis général de passation des marchés n'a pas fait l'objet de publicité

L'acte portant création de la Commission des Marchés a été pris à une date postérieure (2 septembre) à celle fixée (5 janvier) pour sa communication à l'ARMP et à la DCMP.

La désignation des membres et suppléants de la Commission des marchés n'est pas conforme aux dispositions de l'article 36 du CMP, les membres et les suppléants sont désignés en 2 groupes séparés ainsi il n'est pas possible d'établir une relation entre chaque membre et son suppléant.

Le Contrôleur de Gestion est membre de la cellule de passation des marchés, ce qui est incompatible avec ses fonctions

Les rapports trimestriels de la Cellule des marchés destinés à la DCMP et à l'ARMP n'ont pas été établis.

La Commission des marchés n'a pas établi de rapport annuel sur les marchés publics passés.

A notre avis l'autorité contractante n'a pas respecté les dispositions du CMP relatives à la Commission des marchés et à la Cellule de passation des marchés.

Mamina CAMARA

I- PRESENTATION

I -1 Statuts:

Le Petit Train de Banlieue - SA (PTB-SA) est une filiale de la Société Nationale des Chemins de Fer du Sénégal (SNCS), créée le 02 juin 2003 sous forme de société anonyme.

Le capital social est fixé à un milliard huit cent trente cinq millions cinq cent quatre vingt dix mille (1 835 590 000) de francs CFA, il est divisé 183 559 actions, de dix mille francs chacune détenu par la SNCS actionnaire unique.

La société est régie par les dispositions de l'Acte Uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique de l'OHADA.

Le PTB- SA a pour objet :

La création, l'établissement, l'organisation et l'exploitation du transport ferroviaire dans la banlieue de Dakar et ses environs ;

Et, généralement, d'effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, financières, et immobilières qui pourraient se rattacher directement ou indirectement à l'un quelconque des objets de la société et susceptible de favoriser son essor et son développement.

Les activités du PTB-SA sont les suivantes :

- Exploitation du train de banlieue ;
- Exploitation de l'autorail Dakar/Thiès ;
- Responsabilité civile et supervision de l'express Dakar/Bamako

I -2 Organes délibérants:

Le PTB-SA fonctionne avec les organes suivants :

➤ L'Assemblée Générale des actionnaires :

Elle se réunit chaque année en assemblée générale ordinaire dans les six premiers mois qui suivent la clôture de l'exercice sur convocation du Conseil d'Administration. Elle est composée au plus de 20 membres dont les douze membres du Conseil d'Administration ayant droit au vote.

Elle peut se réunir en séance extraordinaire ou spéciale selon la nature des décisions qu'elle est appelée à prendre. Elle a, notamment, les pouvoirs suivants :

- discuter et approuver ou redresser les comptes et statuer sur l'affectation et la répartition des bénéfices ;
- donner quitus aux commissaires aux comptes ;
- nommer ou révoquer les administrateurs, proposer toute modification des statuts ;

➤ Le Conseil d'Administration

Les attributions et responsabilités du Conseil d'Administration et de son Président sont celles définies par les Actes Uniformes de l'OHADA et par les textes réglementaires. Il est composé de 12 membres avec voix délibérative et 6 avec voix consultative.

Il délibère notamment sur :

- l'approbation du budget annuel élaboré par la Direction Générale ;

- l'approbation des marchés dépassant un certain seuil ;
- le suivi de l'exécution du budget ;
- l'arrêté des comptes annuels ;
- la présentation du rapport de gestion à l'Assemblée Générale des Actionnaires
 - La Direction Générale

L'article 23 des statuts, dispose que le Directeur Général est nommé par le Conseil d'Administration. Il est choisi parmi les actionnaires ou en dehors d'eux.

Il est chargé de la gestion générale du PTB-SA, sous l'autorité du Conseil d'Administration.

Il doit veiller à une information régulière du Conseil d'Administration sur l'exécution du budget et requérir son approbation pour tous les marchés d'un montant supérieur à 50 millions de FCFA. De même, il doit soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration tout dépassement envisagé sur les rubriques de dépenses de plus de 10% de la rubrique budgétaire concernée.

Le DG pour mener sa mission dispose des structures suivantes :

- ❖ Le Contrôle de Gestion,
- ❖ La Direction Déléguée Chargée de la Coordination ;
- ❖ La Division Administrative et Financière,
- ❖ La Division Matériel et Traction,
- ❖ La Division de l'Exploitation (Voir organigramme en annexe).

Aucun acte administratif n'a été pris pour fixer les règles d'organisation et de fonctionnement desdites structures.

La Division administrative et financière a un effectif de 23 agents dont le directeur, un chef comptable, 2 comptables, 2 agents chargés du personnel.

I - 3 Commission et cellule de passation de marchés:

- La Commission de passation des marchés:

La Commission des Marchés créée par décision n° 0171 MITTTA/PTB.SA en date du 2 Sept 2008 (non le 5 janvier au plus tard conformément à l'article 6 de l'arrêté n° 011 588 du 28 12 2007) est composée comme suit :

Président : Mady TOURE, Ingénieur en Génie mécanique, Directeur Délégué chargé de la Coordination

Membres : Souleymane Chérif BARRY, Gestionnaire Financier, Chef de la Division Administrative et Financière

Saliou DIENG, Expert Ferroviaire, Chef de la Division Matériel
Traction,

Serigne Cheikh MBEGUERE, Agent planification DAGE/MITTTA

Rapporteur : Mouhamadou Lamine DIAGNE : Agent commercial, Chargé des Approvisionnements

Suppléants :

Président : Souleymane Chérif BARRY, Chef de la Division Administrative et Financière

Membres : Abdoulaye DIALLO, comptable, Division Administrative et Financière

Mamadou DERWICHE, technicien supérieur mécanique générale, Division Matériel

Traction

Mothiaw NDOYE, Agent Transit, Division Administrative et Financière

Mamadou DIALLO, Documentaliste DAGE/MITTTA

- La Cellule de passation des marchés:

La cellule de passation des marchés créée par décision n° 0172 MITTTA/PTB.SA en date du 3 septembre 2008 est composée comme suit :

Mouhamadou Lamine Diagne, Agent commercial, Chargé des approvisionnements

Mbaw Guéye Diop, Manager, Contrôleur de gestion

Il se trouve que :

- La durée de leur mandat n'est pas précisée;
- La Cellule de passation des Marchés est composée du Chargé des approvisionnements et du Contrôleur de Gestion.

Ni les membres de la Commission des Marchés, ni ceux de la Cellule de Passation des Marchés n'ont signé la déclaration indiquant avoir pris connaissance des dispositions du décret n° 2005-576 du 22 juin 2005 portant Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics.

I - 4 Effectif 2008:

Le PTB-SA compte un effectif de 128 agents permanents dont 126 permanents, 2 CDD et 35 Temporaires.

En plus de cet effectif la société a souscrit des contrats de prestations de service avec :

- Le Commandement de l'Etat Major de la Légion de Gendarmerie Ouest pour l'escorte des trains, la police dans les voitures et la sécurité dans les gares et autres points d'embarquement en 2003 pour un montant mensuel 1 600 000 TTC en plus d'une dotation mensuelle de 3 000 litres de gas-oil.

Le nombre de personnes à mettre à disposition, ni la durée des prestations ne sont précisés.

- Le Cabinet Touba Expertise Ferroviaire, en 2008 un contrat annuel renouvelable pour la supervision du trafic voyageurs trains Dakar- Bamako, (contrôle des colis et voyageurs, redressement des taxes au départ et à l'arrivée, mission de Dakar à Kidira) pour un montant mensuel de 460 000 TTC.

L'effectif employé à ces tâches n'est pas précisé.

- Mr Mamadou Ousmane Mbengue, en 2008, un contrat annuel renouvelable pour la mise en place d'une équipe de 13 personnes, du matériel et des produits nécessaires pour le nettoyage intérieur et extérieur de l'ensemble des voitures et locomotives du PTB.

Le montant mensuel desdites prestations s'élève à 1 100 000 TTC

- La Société SEN-SERVICE SURL, contrat annuel renouvelable pour le nettoyage (locomotives, fosses et ateliers du dépôt de Dakar, bureaux de l'atelier et dortoirs de Dakar), l'entretien des locomotives et voiture pour un montant mensuel de 1 553 320 ramené à 1 269 320 HT suite au recrutement par le PTB de 3 personnes précédemment employées par SEN-SERVICE.

Aucun de ces contrats n'a fait l'objet de mise en concurrence préalable, et ne prévoit de clauses relatives à « enregistrement et timbre ».

Par ailleurs, un seul de ces contrats prévoit un règlement en HTVA.
Des lors, la TVA n'est pas toujours précomptée et reversée.

I -5 Budget 2008

Le budget global de l'exercice 2008 s'élève à neuf milliards six cent quatre-vingt neuf millions sept cent quatre-vingt seize mille trois cent soixante francs CFA (9 689 796 360 FCFA) répartis comme suit :

- Budget de fonctionnement : 2 041 218 360,
- Budget d'investissement : 7 648 578 000

Ce budget est financé comme suit :

Fonctionnement	2 041 218 360
- fonds propres	1 541 218 360
- compensation rémunération services publics	500 000 000
Investissement	7 648 578 000
- fonds propres	141 578 000
- État/BCI	507 000 000
- Banque d'Investissement et de développement de la CEDEAO	7 000 000 000

La compensation au titre de la rémunération services publics a fait l'objet d'une mise en règlement le 13 02 2009.

II- LES MARCHES

II - 1 Plan de passation des marchés Gestion 2008

Le Plan de passation des marchés a été transmis à la DCMF pour publication.

II - 2 Avis général de passation des marchés

L'Avis général de passation des marchés n'a pas fait l'objet de publication.

II - 3 Avis spécifique

Un avis spécifique relatif à la fourniture de carburants et lubrifiants été publié dans un seul quotidien, le journal « le Soleil » en date du 17 décembre 2008.

II - 4 Population des Marchés

Le seul marché de l'exercice 2008 est un marché de carburants et de lubrifiants dont le processus de passation est toujours en cours (avis spécifique du 17 décembre 2008) ; il s'agit d'un marché divisé en 3 lots :

Lot1 : fourniture de diesel oil en vrac
Lot 2 : fourniture de gasoil en tickets de 10l
Lot 3 : fourniture de lubrifiants

Signalons que le marché initié en 2008, n'a enregistré au 31/12 2008 que la publication de l'avis d'appel d'offres.

Toutes les autres étapes du processus se sont déroulées en 2009. Au passage de la mission, l'autorité contractante s'activait à la formulation d'éléments de réponse aux sollicitations de la DCMP dans le cadre du contrôle a priori.

II - 5 Population des DRP

Aucune DRP n'a été passée en 2008. En lieu et place, la société a procédé à des Demandes d'Achats(DA) pour tout ce qui concerne l'acquisition de fournitures de bureau et de consommables informatiques. Le montant total de ces achats s'élève en volume à 61 et en valeur à 52 763 351 soit 2,58 % du budget de fonctionnement.

II - 6 Echantillon

Du stock des DA, 4 fournisseurs ont été choisis eu égard au volume et à la fréquence des transactions.

- ✕ -Ets. Alioune Badara NDIAYE pour acquisition de rouleaux thermiques (5 transactions pour un montant de 6 785 000)
- ✕ -GIE DEGGO, pour fournitures de bureau (13 transactions pour un montant de 3 630 879)
- ✕ -GIE SAPRES, pour fournitures de denrées alimentaires (12 transactions pour un montant de 16 853 500)
- ✕ -TMF pour fourniture de consommables informatiques (11 transactions pour un montant de 13 161 800)

Les montants ainsi identifiés sont en deçà des seuils fixés pour passer des marchés. Toutefois, ils correspondent à des besoins courants identifiables par avance.

Les règles de bonne pratique de gestion commanderaient qu'il soit procédé à des demandes de renseignements et de prix (DRP).

III - VERIFICATION DES MARCHES ET DRP

- Marchés

Le PPM a fait l'objet de publication ;

L'avis général de passation des marchés n'a pas fait l'objet de publication.

L'avis d'appel d'offres portant sur le marché de carburants et lubrifiants n'a fait l'objet que d'une publication dans un seul quotidien, le journal « le Soleil » en date du 17 décembre 2008.

- Analyse des offres

Il n'existe pas de Registre des marchés ;

En dehors de l'avis spécifique d'appel d'offre publié le 17 décembre 2008, toutes les étapes subséquentes devraient se dérouler en 2009, période non couverte par nos travaux.

IV-CONCLUSION

L'organigramme n'a pas fait l'objet d'un acte administratif fixant les attributions

Les membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des marchés n'ont pas signé la déclaration de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics,

Le Contrôleur de Gestion est membre de la cellule des marchés ce qui est incompatible avec ses fonctions,

La désignation des membres et suppléants de la Commission n'est pas conforme aux dispositions de l'article 36 du CMP,

La Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés n'ont pas produit de rapports annuel et trimestriels.

L'avis général de passation des marchés n'a pas fait l'objet de publicité

Il n'a pas été passé de marché ni de DRP au cours de l'année 2008.

La Société a procédé à des DA, le nombre et la valeur n'ont pu être vérifiés de manière exhaustive

Un sondage sur les 4 principaux fournisseurs fait ressortir une violation du CMP dans la mesure où les montants identifiés tout en étant en deçà des seuils fixés pour passer des marchés, commandaient qu'il soit procédé à des DRP.

D'une manière générale, les règles et procédures du Code des Marchés Publics ne sont pas maîtrisées, situation procédant d'une absence de formation en la matière.

Par ailleurs, nous avons relevé une « ignorance » du Manuel des Procédures dans sa partie A-3-2 relative à l'achat de biens et services courants.

V- FICHE ANALYTIQUE

N°	Constats	Recommandations
1	Organigramme non fonctionnel	Le Directeur Général doit accorder une grande priorité à la mise en place de cet outil indispensable pour la définition des centres de responsabilité et de coûts
2	Absence du registre des Marchés	Mettre en place et renseigner le registre des marchés
3	Absence de publication de l'Avis Général de Passation des Marchés.	Procéder à la publication conformément à l'article 56 du CMP

4	<p>Le PTB a recouru à 61 DA pendant la gestion 2008 en lieu et place de DRP.</p> <p>Ce faisant, compte n'est pas tenu des prescriptions du Code des Marchés Publics en la matière.</p> <p>En ce qui concerne cette catégorie d'opération les règles de bonnes pratiques recommandées n'ont pas été appliquées.</p>	<p>- Prendre pour chaque gestion un acte de nomination des personnels membres des différentes Commission et Cellule conformément à l'article 36 du CMP et à l'article 6 de l'arrêté n° 0115 88 du 28 décembre 2007;</p> <p>-respecter les règles et procédures édictées par le CMP en matière d'acquisition des biens et services courants</p>
5	<p>La Comptabilité des Matières n'est pas en place en ce qui concerne la gestion des approvisionnements. Aucun livre journal des matières ou carnets de bons d'entrée et de sortie sont disponibles. Ainsi la traçabilité des opérations est impossible.</p> <p>En conséquence les outils comptables préconisés en matière de vérification physique et d'inventaire sont inopérants.</p>	<p>Le Directeur Général doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prendre connaissance et s'inspirer des textes régissant la Comptabilité des matières de l'Etat; - nommer un comptable gestionnaire des approvisionnements ; - au besoin prendre l'attache de la Direction du Matériel et du Transit Administratif du MEF pour une formation de s agents concernés ;
6	Il a été fait usage de contrats pour la mise à disposition de personnel sans appel à la concurrence	Respecter les dispositions relatives à l'appel à la concurrence en fonction des seuils définis par l'article 53 du CMP.
7	Absence dans les contrats d'un article « Enregistrement et timbre »	Prévoir dans les contrats un article « Enregistrement et timbre »
8	Les règlements sont en TTC	Précompter et reverser la TVA
9	Le Contrôleur de gestion est impliqué dans les actes de gestion opérationnelle.	Ne pas impliquer ce personnel dans les actes de gestion opérationnelle afin de préserver son indépendance.
10	<p>Faible maîtrise du CMP</p> <p>Négligences dans l'application des règles et procédures de passation des marchés publics.</p>	<p>La Direction Générale doit veiller au respect des règles et procédures du CMP et du manuel des procédures.</p> <p>Au besoin assurer une formation au Code des Marchés Publics à l'ensemble des agents</p>

		impliqués dans la chaîne des dépenses.
--	--	--

ANNEXE I

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO)

Annexe 1 : AOO

Objet : fourniture de carburant et de lubrifiants

Montant : 534 020 919 francs

Titulaire : TOTAL Sénégal

N°	RUBRIQUE	CONSTATS ET COMMENTAIRES	NOTATION
1	Plan de passation de marchés	-Le marché est mentionné dans le PPM -Pas d'avis général de passation de marché	2
2	Revue du dossier d'appel d'offres	Les pièces requises sont disponibles dans le dossier	1
3	Publicité	-L'avis d'appel d'offres a été publié dans le SOLEIL du 17 décembre 2008 Il y a eu une seule parution	1

		<p>-Les mentions incluses dans l'avis d'appel d'offres sont celles prévues par la réglementation</p> <p>-Le délai accordé pour le dépôt des offres est de 33 jours</p>	
4	Ouverture des offres	<p>L'ouverture des offres effectuée le 20 janvier 2009 a été conforme à la réglementation ;</p> <p>Les membres de la commission ne sont pas tous ceux qui sont officiellement nommés à cette tâche ;</p> <p>Le PV d'ouverture n' a pas été transmis aux soumissionnaires</p>	2
5	Evaluation des offres et proposition d'attribution provisoire	<p>Sur 2 offres reçues, une seule a été retenue, une des offres a été écartée pour non acquisition du cahier des charges ;</p> <p>L'offre est conforme au cahier des charges ;</p> <p>Les critères de qualification ont été pris en compte ;</p> <p>Des critères d'évaluation non prévus au DAO n'ont pas été utilisés ;</p> <p>Un délai de 70 jours a été constaté entre les dates d'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation, ceci s'expliquerait pour des contraintes liées à l'aménagement des services dans de nouveaux locaux.</p>	2
6	Publication de l'attribution provisoire	L'attribution provisoire n'a pas fait l'objet de publication	3
7	Revue du marché	Le marché n'est pas encore signé	2
8	Approbation et notification du marché	Sans objet	
9	Publication de l'attribution définitive	Sans objet	
10	Contrôles et avis de la DCMP	Sans objet	
11	Exécution du marché	Sans objet	
12	Paiements	Sans objet	
13	Recours et litiges	Sans objet	
14	Vérification de l'exécution physique	Sans objet	
15	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées	Sans objet	

	pendant la passation et l'exécution du marché		
16	Conclusion	Faible maîtrise du CMP, très peu d'intérêt vis-à-vis des dispositions du Manuel des Procédures en matière d'acquisition des biens et services	2

ANNEXE 2

APPEL D'OFFRES RESTREINT
(AOR)

NEANT

ANNEXE 3

MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

NEANT

ANNEXE 4

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX
(DRP)

NEANT

ANNEXE 5

MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE
(ED)

NEANT

ANNEXE 6

QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE PASSATION DE MARCHES

Modes de passation de marchés	Récapitulation des marchés passés au titre de la gestion 2008		Récapitulation des marchés examinés lors de la présente revue	
	Nombre	Montant Fr CFA	Nombre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	Aucun AOO n' a été passé			
Appel d'Offres restreint (AOR)	Aucun AOR n'a été passé			
Prestations Intellectuelles (PI)	Aucune PI n'a été passée			
Demande de renseignement de Prix (DRP)	Aucune DRP n' a été lancée			
Entente Directe (ED)	Aucune ED n'a été passée			
Total				
% traité				

N°	RUBRIQUE	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Le PPM est exhaustif et a fait l'objet de publication. Aucun marché n'a été passé.	1
2	Avis Général de passation de marchés	L'avis général de passation de marché n'a pas fait l'objet de publication.	2
3	Demande de Renseignement des Prix (DRP)	Aucune DRP n'a été lancée	3
4	Délai de passation des Marchés	Aucun marché n'a été passé.	3
5	Procès Verbal d'ouverture de plis	Sans objet aucun marché n'a été passé ni aucune DRP lancée.	3
6	Publication des attributions	Sans objet aucun marché n'a été passé ni aucune DRP lancée.	3
7	Recours	Aucun recours n'a été noté	1
8	Gestion des marchés.	Sans objet, aucun marché n'a été passé.	3
9	Archivage des dossiers	Le classement existant pourrait être amélioré et sécurisé. Il n'existe pas de système d'archivage.	2
10	Violation de la réglementation	En lieu et place de marchés ou de DRP, l'autorité contractante à procéder à des émissions systématiques de Demande d'Achats (D A)	3
11	Conclusion	Aucun avis ne peut être formulé en raison de l'inexistence de marchés et de DRP.	3

ANNEXE 7

ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

N°	Rubrique	Constats et Commentaires	Notation
1	Commission des marchés	Les membres de la commission des marchés ne sont pas nommés conformément à la législation. Le secrétariat est assuré par la Cellule de passation des marchés.	2
2	Cellules de passation des marchés	Il existe une cellule de passation des marchés qui dispose des prérogatives conférées par la réglementation ; elle est en adéquation avec les besoins de l'autorité contractante. L'archivage des dossiers n'est ni exhaustif, ni effectif. La cellule n'a pas produit de rapports trimestriels. L'appui de la cellule aux différents services ne nous semble pas effectif	2
3	Capacité en matière de passation des marchés	Les membres de la commission et de la cellule ont tous le profil nécessaire. Ils ont toutefois besoin d'une mise à niveau et d'une formation complémentaire.	2
4	Conclusion	Faiblesse manifeste dans la mise en œuvre de l'organigramme. Les centres de coûts et de responsabilité sont à définir.	2

ANNEXE 8

Liste des personnes rencontrées

Nom de l'Autorité contractante : PTB sa

✍	M. MADY TOURE	DIRECTEUR DELEGUE, CHARGE DE LA COORDINATION
✍	M. LAMINE DIAGNE	AGENT CHARGE DES APPROVISIONNEMENTS
✍	MME MBAW GUEYE DIOP	CONTROLEUR DE GESTION
✍	M. SOULEYMANE CHERRIF BARRY	CHEF DE LA DIVISION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE
✍	M .CHIMERE DIAW	AGENT RESPONSABLE DU BUREAU DU PERSONNEL

ANNEXE 9

Observations sur le Projet de rapport

Tout d'abord, le champ de la mission était bien spécifié « Revue indépendante de la conformité de la passation des marchés du Petit Train de Banlieue ». Dès lors, nous ne pouvons accepter que le rapport stipule que l'organigramme n'est pas fonctionnel, ce qui n'est pas le cas et ceci n'entrant pas dans le cadre de la mission.

La Direction du Petit Train de Banlieue n'a été au courant des nouvelles dispositions du Code des Marchés Publics qu'au mois de mai 2008.

En effet, c'est suite à la publication d'un avis d'appel d'offres que la Direction Centrale des Marchés Publics nous a demandé d'annuler la procédure en cours parce que ne respectant pas le Nouveau Code des Marchés.

Depuis lors, nous avons essayé de nous conformer aux nouvelles dispositions avec l'appui de la DCMP. Comme vous l'avez si bien dit à la page 13, « les règles et procédures du Code des Marchés Publics ne sont pas maîtrisées, situation procédant d'une absence de formation en la matière ».

Dès lors, le PTB n'a pas commis des violations flagrantes des dispositions du Code des Marchés (page 3); il serait plus juste de parler de méconnaissance des dispositions qui explique d'ailleurs l'absence de registre des marchés, des rapports de la Commission et de la Cellule de Passation des Marchés, etc...

Nos demandes de formation sur le Nouveau Code sont restées sans suite ce qui explique que finalement, la Direction du PTB n'a pu organiser une formation pour son personnel concerné qu'au mois de septembre 2009 avec le Cabinet AIDF (Africaine d'Ingénierie du Développement local et de la Formation) dirigé par M. Oumar DIOKHANE - Formateur certifié par l'ARMP.

Page 2

Les dépenses totales ne s'élèvent pas à 52.763.351 francs CFA; d'un commun accord, nous avons scindé les charges en deux parties. Ce montant concerne une partie des achats effectuée selon la procédure interne des Demandes d'Achat (DA), l'autre partie concernant des charges ne nécessitant pas de DA (eau, électricité, télécommunications, frais de mission, taxes, etc...).

Concernant les Demandes d'Achat (DA), la mission n'a pas exprimé le besoin de les vérifier.

Il nous a juste été demandé de fournir le nombre et le montant des DA.

Page 3

Les membres de la Commission et de la Cellule de Passation des Marchés ont tous, sans exception, bien signé la déclaration de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics (voir documents joints).

Il y a lieu de corriger les autres pages du rapport y faisant allusion.

La tenue de la comptabilité matières est un projet en cours : les travaux de la construction des nouveaux ateliers de Rufisque (y compris un magasin) sont en cours de finalisation.

Pour l'instant, au vu de la spécificité des ressources de fonctionnement, les approvisionnements se font à la demande.

Page 4

Nous ne comprenons pas en quoi la désignation des membres et suppléants de la Commission des Marchés n'est pas conforme aux dispositions de l'article 36 du CMP d'autant plus que nous n'avons reçu aucune objection ni de la DCMP, ni de l'ARMP.

Page 8

Concernant les contrats signés avec Touba Expertise Ferroviaire, Sen Service et Mamadou O. MBENGUE : tous ces GIE ont signé avec le PTB dans le cadre de la réinsertion des travailleurs déflatés en 2003 par la SNCS.

Page 12

L'avis d'appel d'offres portant sur le marché de carburant et de lubrifiants n'a fait l'objet que d'une publication au journal Le Soleil : l'article 56-3 a été respecté (avis d'appel public à la concurrence publié dans au moins un journal quotidien)

Page 24

« L'appui de la cellule aux différents services ne nous semble pas effectif » : quels services ?